

Quand Obama et Trump bousculent tous les deux le statu quo du conflit israélo-palestinien (mais est-ce vraiment une mauvaise nouvelle ?)



Alors qu'aucune avancée significative dans le règlement du conflit israélo-palestinien n'a eu lieu au cours des dernières années, les récentes prises de position de Barack Obama et Donald Trump, bien que s'inscrivant dans des logiques opposées, rompent le statu quo en vigueur.

Avec Frédéric Encel

Atlantico : Alors que Barack Obama s'est abstenu lors du vote de la résolution onusienne condamnant la colonisation israélienne, Donald Trump a nommé David Friedman, un extrémiste juif qui souhaite reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu, au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Israël. Dans quelle mesure les décisions de Trump et Obama, bien que s'inscrivant dans des logiques contraires, peuvent-elles "raviver" le conflit israélo-palestinien ? Les Etats-Unis sont-ils en train de rompre avec le statu quo qui prévalait jusqu'alors ?

Frédéric Encel : Je vous dirais qu'en dépit de leur caractère assez spectaculaire, ces deux prises de position ne me semblent pas de nature à raviver le conflit, pour deux raisons. D'abord, la résolution onusienne irrite certes les Israéliens mais, votée au titre du Chapitre VI de la Charte des Nations unies, elle ne prévoit pas de sanctions (tout en étant en principe contraignante) ; donc le gouvernement Netanyahu serait mal inspiré d'aller au-delà des simples condamnations verbales et autres convocations d'ambassadeurs, puisqu'il apparaîtrait comme provoquant l'intégralité de la communauté internationale en risquant même à terme une condamnation au titre du Chapitre VII. Quant à la nomination décidée par Trump, il n'est pas sûr qu'elle soit suivie d'effet ; je rappellerais volontiers que tous les présidents, depuis 1995, avaient promis au cours de leurs campagnes électorales respectives de déplacer l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem sans jamais s'exécuter par la suite ! Ensuite, deuxième raison qui me fait douter d'un "réchauffement" du conflit : le contexte proche et moyen-oriental lui-même. Depuis au moins le Printemps arabe de 2011, le conflit israélo-palestinien est ravalé au rang de simple contentieux et ne suscite qu'indifférence, non seulement de la part des grandes puissances (France exceptée) mais aussi des régimes arabes eux-mêmes, qui parfois sont très concrètement alliés d'Israël face aux djihadistes ou à l'Iran ! Et il en va ainsi dans les opinions publiques, plus interpellées aujourd'hui par une guerre en Syrie d'une cruauté inouïe ayant déjà fait en cinq ans trois fois plus de tués et dix fois plus de réfugiés qu'en soixante-dix ans de confrontation israélo-arabe ! Sans parler de la dangereuse montée de tension entre Occidentaux et Russes, du fossé chiïtes/sunnites dans le monde musulman, ou de ce que j'appelle la balkanisation du monde arabe, de la Somalie à la Syrie et de l'Irak au Yémen... Vous voyez, par rapport à ce schéma général de chaos, même les deux faits - importants et que vous mentionnez à juste titre - paraissent bien secondaires.

Comment appréhender cette rupture avec le statu quo ? Dans quelle mesure peut-elle permettre de faire avancer un dossier qui semblait bloqué depuis des années ?

Je ne suis pas certain qu'on puisse parler de "rupture du statu quo". Certes, Washington ne s'était pas abstenue depuis 1979 et 1988 sur des choix onusiens aussi importants liés à Israël, mais au fond, la diplomatie US a toujours considéré très officiellement, et cela dès 1967, que les implantations étaient illégales et constituaient un "obstacle à la paix". D'ailleurs, même Barack Obama a poursuivi et jusqu'à ces toute dernières semaines un étroit partenariat militaire et un soutien économique sans faille en faveur de l'Etat hébreu. Surtout, cette "rupture" risque d'être bien éphémère ; si le président élu Donald Trump décide en effet d'être cohérent après sa prise de fonction du 20 janvier prochain, il condamnera la résolution onusienne mais cette fois ès-qualité de président. Un poste qu'il occupera quatre années au moins...

Néanmoins, que laissent présager les décisions et déclarations de Donald Trump ? Alors que les Etats Unis avaient traditionnellement un rôle de médiateur dans la région du Proche-Orient, la présidence Trump peut-elle enterrer définitivement toute solution à deux Etats ?

Grande question ! La vérité, c'est qu'au regard de ses prises de position de campagne extrêmement contradictoires, on éprouve bien des difficultés à tracer des perspectives claires. Cela dit, ses nominations aux principaux postes diplomatiques et militaires laissent entrevoir la poursuite du soutien à Israël. Mais quand on a dit cela, on n'a pas dit grand chose : à quelle condition ce soutien se poursuivrait-il ? Quelles seraient les exigences de Trump en contrepartie ? Jouera-t-il un rôle de médiateur à la façon d'un George Bush (père) en 1991 à Madrid ou d'un George Bush (fils) en 2007 à Annapolis ? Seule certitude à mes yeux : les Etats-Unis ne devraient pas abandonner la solution des deux Etats ; c'est à terme la seule crédible et acceptable...